

TRAIN QUÉBEC-MONTRÉAL

Brière veut agir rapidement

Pierre Pelchat

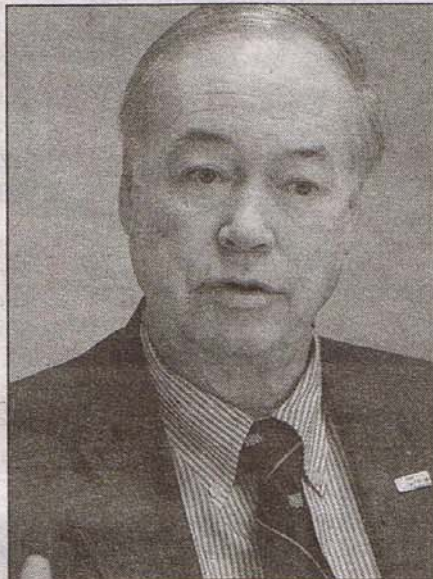
ppelchat@lesoleil.com

«Ça n'a aucun sens aujourd'hui de voyager seul dans sa voiture entre Québec, Montréal et Ottawa.»

Le recteur de l'Université Laval, Denis Brière, qui a accepté de présider un comité pour développer un meilleur accès à la région de Québec autre que par l'automobile, a dit toutefois comprendre le choix de bien des voyageurs compte tenu de l'absence d'alternatives.

«Ça va prendre un changement de culture, de mentalités. Ce n'est pas qu'une question de réduire le temps de 30, 45 minutes entre les deux villes», a-t-il avancé, hier, au cours d'un entretien téléphonique au *Soleil*.

M. Brière croit que la conjoncture est plus favorable maintenant pour faire la promotion d'un train rapide, malgré des coûts que plusieurs jugent élevés. «C'est un projet de développement durable qui va permettre de réduire les gaz à effet de serre.



Denis Brière croit que le dossier du train rapide peut avancer assez rapidement après les Fêtes. — PHOTO THÈQUE LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

C'est rassembleur», a-t-il affirmé. Au plan du développement économique, il voit des avantages indéniables avec le train rapide par la multiplication des échanges, le développement du tourisme. «C'est important pour la région, pour les entreprises qui veulent s'implanter à Québec, pour l'ac-

cueil d'événements internationaux. C'est structurant», a soutenu le recteur.

Il reconnaît que la réalisation du projet commandera une mise de fonds élevée. «Si on l'évalue à court terme, ce ne serait pas un investissement justifiable mais à long terme, c'est acceptable avec en plus la possibilité d'améliorer l'environnement», a-t-il répondu.

M. Brière croit que le dossier peut avancer assez rapidement après les Fêtes. «Il y a beaucoup de travail qui a été fait jusqu'à maintenant. On va travailler avec la Chambre de commerce, la Conférence régionale des élus, la ville de Québec. On va s'asseoir ensemble et consulter toutes les études», a indiqué le président du comité Québec capitale.

Le premier mandat du comité est d'une durée de six mois. Il envisage déjà d'obtenir l'appui public de plusieurs leaders de la région au projet de train rapide. «Quand un projet est bien monté, qu'il est appuyé par un fort consensus dans une région, il est très rare qu'un gouvernement fasse la sourde oreille à ce projet», a-t-il conclu.